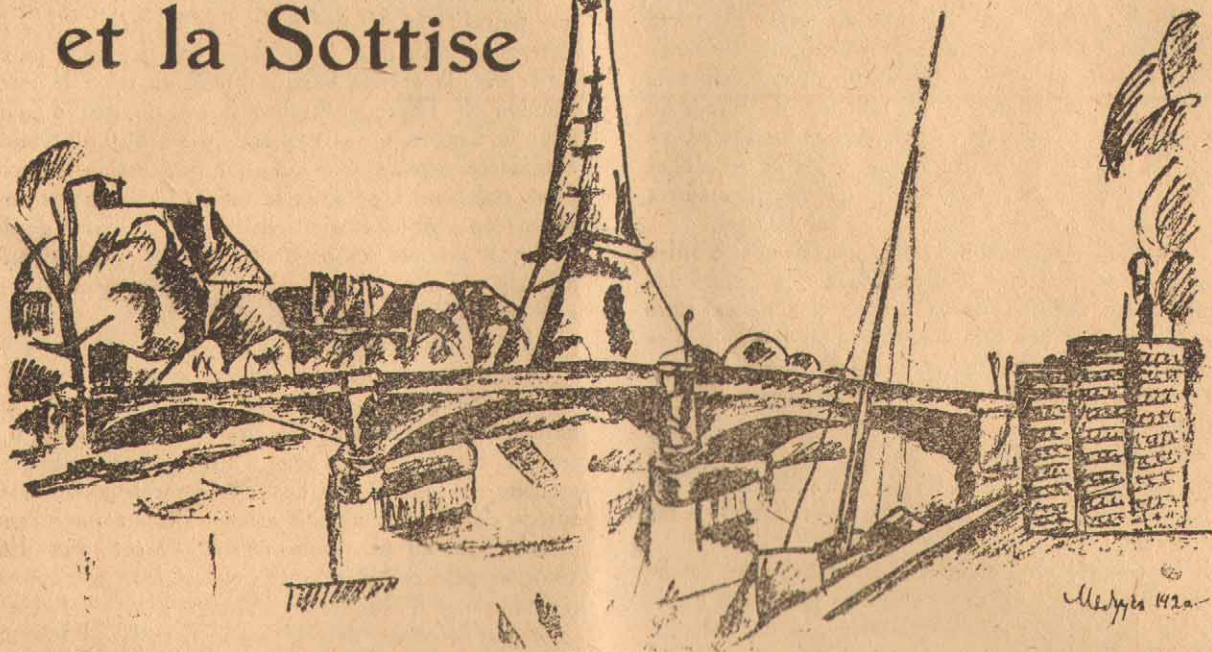


Les Intérêts et la Sottise



EN dénonçant la mauvaise grâce qu'auraient les nationalistes à s'incliner devant la solution de l'emprunt international destiné à couvrir les réparations, nous ne nous trompions pas.

Le capitalisme français étroit et borné, a laissé le représentant de la France à la Commission des Réparations se dresser tout seul contre ses collègues anglais, italiens et belges pour déclarer intangible le traité de Versailles et opposer son veto au projet des banquiers.

Imaginez un naufragé qui, dans une île déserte, découvrant parmi des épaves, un titre de rente et une boîte de conserves, jetterait à l'eau la boîte de conserves et se précipiterait avidement sur le titre de rente...

Une telle attitude de la part de la France nationaliste accuserait une sottise incurable si elle ne dénonçait pas un appétit impérialiste insuffisamment assouvi. Nous avons toujours pensé, en effet, que le but du traité de Versailles était moins d'obtenir le paiement des réparations que de saisir des gages réels, c'est-à-dire de pratiquer une politique d'annexion déguisée.

Toute l'histoire diplomatique de la guerre le proclame. M. Paléologue, ambassadeur de France à Moscou, passait son temps en pleine guerre du droit et dès 1915 à donner Constantinople à la Russie qui lui abandonnait la rive gauche du Rhin et sir Buchanar à renoncer à certains droits en Perse pour avoir les mains libres en Egypte.

L'esprit du traité de Versailles procède de l'hypocrisie la plus absolue. Son principal adversaire, c'est la politique d'exécution. A dire vrai, ce qu'ont voulu les négociateurs français, c'est, avec un traité faussement conforme à des principes de droit et de justice, se réserver toutes les possibilités d'annexion, tous les moyens de ruiner et de démembrer l'Allemagne, sans le dire ouvertement. Le cynisme de Clemenceau corrigé par la pudibonderie de Wilson, a accouché d'un monstre de malhonnêteté.

Mais comme il n'est si bons complices qui ne finissent par se séparer, voici la France isolée aujourd'hui, abandonnée de ses alliés, seule en face d'un traité que tout le monde condamne et qu'elle seule défend, traité caduc

par conséquent. Et comme dans une sorte de vaste drame synthétique moderne, quand le quatrième personnage : le capital international, maître et roi, fait son entrée sous l'aspect des banquiers, la France se dresse rageusement contre celui qui veut lui arracher sa proie, son traité de rapine et de violence. Mais ce n'est que pour mieux tomber dans ses bras à la fin de l'acte... Car la France nationaliste, criblée de dettes, ne peut plus être qu'une nation « entretenue... »

EN attendant, son gouvernement âpre, toujours, à la mauvaise besogne, organise partout des coups de force contre les révolutionnaires.

A Paris, poursuites contre deux députés, complots inventés en Tunisie, affaire policière à Oran, poursuites en violation de sépulture à Alger !

Cette dernière affaire est vraiment la plus extraordinaire pour ce qu'elle dénote de haine de classe et de volonté de répression.

Au sortir d'un meeting troublé par un provocateur policier de basse espèce, nommé Collomb, des anciens combattants rencontrent un enterrement militaire. Ils crient « A bas la guerre ! » sur son passage.

La police charge, arrête et dénonce les victimes comme ayant crié « A bas les morts ».

Cela constitue, paraît-il, un délit de violation de sépulture. Peut-on rêver plus monstrueux abus des mots. Il semble qu'on en revienne véritablement à la loi du sacrilège !

C'est une chose poignante et ignoble que cette manière qu'affectent aujourd'hui les gouvernants de se retrancher derrière les morts pour accomplir toutes leurs malpropretés.

La colère des officiels du cortège n'osant pas ramener à eux l'injure qui ne s'adressait qu'à eux, la faisant rejaiillir sur les pauvres morts muets et anonymes... Lâcheté ! Dictature des morts... Dans plus d'une tranchée, après l'assaut, nous hissions les corps des camarades sur le parapet pour nous protéger et tandis que nous tirions entre un

sac à terre et un ventre nous entendions les balles arriver avec un bruit mat dans le bon cadavre qui nous gardait de la mort... Aujourd'hui, ceux qui nous comblaient de sermons patriotiques pendant que nous vivions ces choses atroces, ceux qui nous maintenaient dans la bataille et l'odeur des morts nous ont arraché nos morts. Ils sont à eux. Ils en font ce qu'ils veulent et contre l'assaut de la conscience du prolétariat des batailles, ils s'en font un rempart. A chaque coup que nous portons à leur autorité usurpée, ils prétendent que ce sont les morts qui sont frappés. Dans leurs discours, dans leurs écrits, dans leur parade électorale, les morts sont leurs plus dévoués collaborateurs. Le chantage aux morts est l'argument courant des assemblées... Les morts de la guerre règnent dans les familles, défigurés, bafoués par les honneurs qu'on leur rend, déshonorés dans les villages par les monuments qu'on leur dresse, utilisés par tous les politiciens orthopédistes pour la réclame de leur maison...

Mais les vrais morts sont ceux-là qui se servent d'eux...

ET la répression s'attaque aux fonctionnaires...

On rappelle « quelques-uns d'entre eux à la conscience de leur devoir envers le gouvernement de la République. »

On les condamne à n'être plus que des citoyens diminués.

Nos nombreux amis qui appartiennent à l'administration n'ont pas dû voir sans émotion cette atteinte nouvelle portée à leur liberté de pensée. Nous n'avons jamais cessé ici de mettre en garde nos lecteurs contre l'accélération prochaine des mesures de répression.

On voudrait, aujourd'hui, décapiter partout où faire se pourra — et particulièrement dans les colonies — les organisations ouvrières. Les fonctionnaires, instituteurs et postiers notamment, ayant reçu une instruction un peu supérieure à celle de leurs camarades de classe, sans avoir pour cela rompu avec le prolétariat, constituent une menace directe pour les privilégiés maîtres de l'Etat capitaliste.

Il faut donc généraliser les principes de la circulaire Bérard et interdire strictement toute pensée révolutionnaire, à quelque doctrine qu'elle se rattache, aux fonctionnaires. C'est la militarisation de l'administration qu'il s'agit d'entreprendre. Et d'abord, c'est un moyen de pression et d'intimidation dont on veut user à l'égard des hésitants, des timorés... Peut-on rêver plus bel aveu de dictature de classe !

Du point de vue philosophique et révolutionnaire, nous ne pourrions qu'applaudir à une si juste vision des nécessités de la lutte chez la bourgeoisie. Elle tient à être sûre de ses administrations. Elle veut les épurer de tous éléments douteux, parce qu'elle sent venir les heures décisives. Mais en a-t-elle véritablement le moyen ? Possède-t-

elle encore une vigueur suffisante pour agir jusqu'au bout dans ce sens-là ? Pour s'attaquer victorieusement à un idéalisme, il faut pouvoir lui en opposer un autre. Pour l'opposer avec succès, il faut y croire...

Or, la bourgeoisie ne croit plus en rien... C'est bien pour cela que G. Valois et quelques autres royalistes notoires s'essayeront à regrouper les grandes associations patronales pour leur donner une doctrine, un plan économique et politique, une foi sociale...

Mais l'état de corruption où est tombée la bourgeoisie nous fait mal augurer du succès de l'entreprise...

Il est déjà trop tard.

La bourgeoisie n'est plus capable que d'une violence spasmodique et, en définitive, inefficace.

ELLE n'a rien appris dans la guerre. Aucune des façons qui s'offraient à elle de se sauver, en jetant du lest, elle n'a voulu l'utiliser...

L'Europe demeure, malgré la longue saignée, en proie aux mêmes erreurs, aux mêmes méthodes qu'en 1914.

Voici qu'on nous annonce la conclusion de deux traités ultra secrets...

L'un liant l'Angleterre et l'Italie, l'autre engageant militairement les puissances de la Petite Entente...

Ces deux traités portent sur le même point : l'équilibre dans le proche Orient.

Cela s'appelle pétrole pour l'Angleterre, commerce pour l'Italie, guerre et réaction sociale pour les puissances de la petite Entente...

Mais combien précieuses ces accords ! Les méthodes sont les mêmes qu'autrefois, certes, mais la vie du monde marche à une allure tellement accélérée que jamais un accord n'est assuré d'une vie bien longue. Chiffons de papier les conventions politiques devant les impérieuses exigences de l'économie changeante...

LE 15 juin, les experts se réunissent à La Haye. Ils siégeront du 15 au 26. La position de la France sera plus précaire encore là qu'à Gênes.

Le coup très rude que vient de lui porter la Commission des banquiers, c'est-à-dire, en définitive, le seul organisme vivant et réaliste qui ait eu à se faire entendre depuis la conclusion de la paix de Versailles, ne facilitera pas sa tâche.

Nous assisterons vraisemblablement là-bas à une série de dérobades du gouvernement français, champion de la propriété privée, à des crises de nationalisme outrancier et finalement, sous la pression des puissances voisines mécontentes à une demi-capitulation. Un pas important sera fait là-bas — par la seule constatation de la position intenable de la France — dans le sens de la révision du traité de Versailles...

Demandez aujourd'hui même à « Clarté » des carnets d'abonnements et des numéros de propagande

